DIAL 2928

AMÉRIQUE LATINE - Des activistes s'unissent pour réclamer la fermeture des bases militaires étrangères de la région

Luis Angel Saavedra

mardi 1er mai 2007, mis en ligne par Dial

Dial *avait suivi de près, en 1999, la fermeture des bases de Howard et Clayton [1]. L'article ci-dessous, publié par* Noticias Aliadas *le 4 avril 2007 montre que la lutte continue, dans différents pays du continent. Le rassemblement d'activistes de la région début mars en Équateur fait apparaître que la mondialisation ne se réduit pas aux opérations des multinationales et à une mobilité accrue des capitaux, c'est et cela peut être aussi une mondialisation des résistances.*

La base de Manta a été le point de départ pour qu'en Équateur des centaines d'activistes ouvrent le débat sur le rôle des installations militaires étrangères cantonnées sous toutes les latitudes de la planète. Plus de 90 % d'entre elles appartiennent aux États-Unis et servent d'unités opérationnelles pour protéger les intérêts économiques et géopolitiques de ce pays.

Depuis 1999, la base aérienne Eloy Alfaro, située dans la ville côtière de Manta, abrite soldats et avions états-uniens qui exercent diverses activités dans le Nord de l'Amérique du Sud et dans les Caraïbes.

« La base de Manta est stratégique pour le Plan Colombie [2] », a reconnu le colonel Javier Deluca, actuel commandant états-unien de la base de Manta dans une entrevue accordée au journal de Guayaquil *Expreso* en août 2006, confirmant ce que plusieurs organisations avaient dénoncé, à savoir que le contrôle du narcotrafic n'était qu'un prétexte pour camoufler activités d'espionnage, appui logistique et coordination d'actions antisubversives.

L'opposition à la présence militaire états-unienne à Manta, soutenue par une vingtaine d'associations regroupées dans la coalition « Pas de bases en Équateur », est devenue la pierre de touche de la lutte équatorienne pour la défense de la souveraineté, au point que le thème fit partie de l'agenda des dernières élections présidentielles et qu'il fait désormais l'objet d'un engagement du gouvernement national.

« Nous ne renouvellerons pas l'accord sur la base de Manta [qui arrive à expiration le 25 novembre 2009]. Cela fait partie des politiques de ce gouvernement », a assuré le président Rafael Correa chaque fois qu'il a été interrogé sur ce thème.

Les actions menées à Manta sont aussi devenues une référence pour d'autres activistes qui luttent pour l'élimination des bases militaires étrangères, spécialement pour les organisations latino-américaines.

Pour cette raison, divers réseaux antimilitaristes ont décidé de se réunir en Équateur, du 5 au 9 mars, dans le cadre de la première Conférence internationale pour l'abolition des bases militaires étrangères, et

créé le Réseau mondial « Non aux bases » qui servira d'espace pour échanger expériences de lutte et informations sur les conséquences sociales du cantonnement militaire étranger.

Pour Maria Isabel Villegas, activiste luttant contre la base militaire de Comalapa en El Salvador, la création de la coalition constitue un espoir pour la lutte de son peuple. « Savoir que nous ne sommes pas seuls est le meilleur soutien que nous pouvons recevoir à l'heure actuelle » a déclaré Villegas.

La base de Comalpa, établie en 2000, n'a pu être fermée en raison de la faible mobilisation sociale en El Salvador, bien qu'on ait dénoncé divers abus de la part des militaires états-uniens et des changements de la structure sociale causés par les commerces liés à la présence militaire, comme l'augmentation de la consommation de drogues, le développement de l'exploitation sexuelle et la subordination des troupes militaires salvadoriennes aux intérêts militaires des États-Unis.

La fermeture annoncée des opérations militaires états-uniennes à Manta a deux précédents en Amérique Latine : la fermeture des bases Howard et Clayton, au Panama en 1999, et celle de la base navale de Vieques, à Puerto Rico en 2003.

Pendant plus de 100 ans, les États-Unis maintinrent au Panama une moyenne de 10 000 soldats sur 6 bases militaires installées le long du canal. En 1999, en exécution des traités signés en 1977 entre l'ex-président états-unien Jimmy Carter (1977-81) et le leader panaméen, le général Omar Torrijos, furent fermées les bases de Howard et Clayton ; cette dernière, d'une superficie de 870 hectares, comportait 1 400 maisons, des écoles, des centres sportifs et commerciaux. « Carter comprit qu'il devait quitter Panama, mais [George] Bush père (1989-93) essaya de rester en ignorant les traités signés avec Torrijos. Panama dut se soulever pour faire respecter sa souveraineté et exiger que les dernières troupes étrangères de Clayton s'en aillent », expliquait l'activiste panaméenne Priscila Vásquez.

Pourtant, la lutte au Panama n'est pas terminée. « Ils doivent nettoyer ce qu'ils ont sali » déclare Vásquez, en faisant référence aux centaines de mines antipersonnelles qui n'ont pas encore été retirées des terrains occupés par les bases militaires états-uniennes.

De leur côté, la présence d'activistes de Vieques à la conférence a permis de témoigner de l'inflexible effort des habitants pour obtenir le départ de la présence états-unienne dans cette île portoricaine.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont installé une base navale à Vieques, baptisée Roosevelt Roads, qui finit par occuper les trois-quarts de l'île et se transforma en polygone de tir et centre d'expérimentation balistique. Le niveau de pollution provoqué par les exercices militaires augmenta de façon significative les taux de cancer chez les habitants des lieux.

Après 60 ans, en mai 2003, la population de Vieques a obtenu le départ de la base. Pour l'obtenir fut organisée une campagne de désobéissance civile qui mit en échec l'armée états-unienne. « J'ai vu de vieilles femmes enchaînées les unes aux autres face aux bottes des militaires, chantant des slogans face à des militaires baraqués. Et ils étaient morts de peur. Là, nous nous sommes rendu compte du pouvoir que nous avons », a déclaré Nilda Medina, du « Mouvement Paix pour Vieques ».

Vieques lutte maintenant pour récupérer la propriété des terrains et obtenir leur nettoyage, car la Marine américaine essaie de vendre les terrains pour des projets immobiliers à haute valeur ajoutée et d'esquiver le nettoyage en transférant la propriété à des entreprises de construction.

Les expériences latino-américaines ont également conforté les luttes préventives que plusieurs organisations mènent pour éviter l'installation de bases militaires, comme c'est le cas pour la base Mariscal Estigabirria, au Paraguay.

« Maintenant, plus que jamais, nous sommes convaincus que nous ne devons pas céder un millimètre de notre terre pour l'installation d'une base militaire », a dit Cristina Coronel, du « Service Paix et Justice » (SERPAJ) du Paraguay.

- Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2928.
- Traduction de Sylvette Liens pour Dial.
- Source (espagnol) : Noticias Aliadas, 4 avril 2007.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 2052, 2053, 2181 et 2226.

[2] Voir DIAL 2374, 2381, 2404, 2456 et 2859 (« COLOMBIE - Plan Patriote, Plan Colombie ou l'ensevelissement de nos rêves ») - NDLR.